



LE REGLEMENT DE L'AVIATION CIVILE D'HAÏTI (RACH)

PARTIE 19

GESTION DE LA SÉCURITÉ (SGS)

EST ENTÉRINÉ LE 25 JUILLET 2022

PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'OFFICE NATIONAL DE L'AVIATION CIVILE D'HAÏTI CONFORMÉMENT AUX POUVOIRS QUI LUI SONT CONFÉRÉS PAR LA NOUVELLE LOI ORGANIQUE PUBLIÉE LE 22 SEPTEMBRE 2017, FIXANT LA MISSION ET LES ATTRIBUTIONS DE L'ONAC.





LE REGLEMENT DE L'AVIATION CIVILE D'HAÏTI

PARTIE 19

EST ENTERINEE LE 25 JUILLET 2022

PAR LE DIRECTEUR GENERAL DE L'OFFICE NATIONAL DE L'AVIATION CIVILE D'HAÏTI CONFORMEMENT AUX POUVOIRS QUI LUI SONT CONFERES PAR LA NOUVELLE LOI ORGANIQUE PUBLIEE LE 22 SEPTEMBRE 2017, FIXANT LA MISSION ET LES ATTRIBUTIONS DE L'OFNAC.



RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

RÈGLEMENT DE L'AVIATION CIVILE D'HAÏTI (RACH)

PARTIE 19 — GESTION DE LA SECURITE

VERSION 2022



[CETTE PAGE EST INTENTIONNELLEMENT LAISSÉE EN BLANC]

TABLE DES MATIERES

19.1.1	DEFINITIONS.....	8
19.1.2	APPLICABILITE	9
19.1.3	PROGRAMME NATIONAL DE SECURITE (PNS).....	9
19.1.4	SYSTEME DE GESTION DE LA SECURITE (SGS)	10
19.1.4.1	Système de gestion de la sécurité pour les prestataires de services	10
19.1.5	COLLECTE, ANALYSE, PROTECTION, PARTAGE, ECHANGE DES DONNEES DE SECURITE	10
19.2.1	POLITIQUE, OBJECTIFS, ET RESSOURCES DE L'ETAT EN MATIERE DE SECURITE.....	11
19.2.1.1	Législation aéronautique de base	11
19.2.1.2	Règlements d'exploitation spécifiques	11
19.2.1.3	Système et fonctions de l'Etat.....	11
19.2.1.4	Personnel technique qualifié	11
19.2.1.5	Indications techniques, outillage et fourniture de renseignements critiques pour la sécurité	12
19.2.2	GESTION DES RISQUES DE SECURITE PAR L'ETAT.....	12
19.2.2.1	Obligations en matière de délivrance de licences, de certification, d'autorisation et d'approbation	12
19.2.2.2	Obligations relatives au système de gestion de la sécurité.....	12
19.2.2.3	Enquêtes sur les accidents et incidents.....	13
19.2.2.4	Détermination des dangers et évaluation des risques de sécurité.....	13
19.2.2.5	Résolution des problèmes de sécurité	13
19.2.3	ASSURANCE DE LA SECURITE PAR L'ETAT.....	14
19.2.3.1	Obligation de surveillance	14
19.2.3.2	Performance de sécurité de l'Etat.....	14
19.2.4	PROMOTION DE LA SECURITE PAR L'ETAT	14
19.2.4.1	Activités internes de communication et de sensibilisation en matière de sécurité	14
19.2.4.2	Activités externes de communication et de sensibilisation en matière de sécurité	14
19.3.1	POLITIQUE ET OBJECTIFS SECURITE	15
19.3.1.1	Engagement de la Direction.....	15
19.3.1.2	Obligations de rendre compte et responsabilité en matière de sécurité.....	15
19.3.1.3	Nomination du personnel clé chargé de la sécurité.....	16
19.3.1.4	Coordination de la planification des interventions d'urgence	16
19.3.1.5	Documentation relative au SGS	16
19.3.2	GESTION DES RISQUES DE SECURITE.....	17
19.3.2.1	Détermination des dangers et évaluation et atténuation des risques de sécurité	17
19.3.3	ASSURANCE DE LA SECURITE.....	17



19.3.3.1	Suivi et mesure de la performance de sécurité	17
19.3.3.2	La gestion du changement	17
19.3.3.3	Amélioration continue du SGS	17
19.3.4	PROMOTION DE LA SECURITE	17
19.3.4.1	Formation et sensibilisation	17
19.3.4.2	Communication en matière de sécurité	18
19.4.1	COLLECTE DES DONNEES DE SECURITE	18
19.4.1.1	Compte rendu obligatoire	18
19.4.1.2	Compte rendu volontaire	18
19.4.2	ANALYSE DES DONNEES DE SECURITE	18
19.4.3	PROTECTION DES DONNEES DE SECURITE.....	19
19.4.4	PARTAGE ET ECHANGE DES DONNEES DE SECURITE	19



[CETTE PAGE EST INTENTIONNELLEMENT LAISSÉE EN BLANC



GESTION DE LA SECURITE

CHAPITRE I : GENERALITES

19.1.1 DEFINITIONS

Dans le présent règlement, les termes suivants ont la signification indiquée ci-après :

Danger : Situation ou objet pouvant causer un incident ou un accident d'aviation ou y contribuer.

Données de sécurité : Ensemble défini de faits ou ensemble de valeurs de sécurité collectés de diverses sources liées à l'aviation qui est utilisé pour maintenir ou améliorer la sécurité.

Les données de sécurité proviennent d'activités proactives ou réactives concernant la sécurité, notamment les suivantes :

- Enquêtes sur des accidents ou des incidents ;
- Comptes rendus de sécurité ;
- Comptes rendus de maintien de la navigabilité ;
- Suivi des performances opérationnelles ;
- Inspections, audits, enquêtes ;
- Etudes et analyses de sécurité.

Programme national de sécurité (PNS) : Ensemble intégré de règlements et d'activités qui visent à améliorer la sécurité.

Risque de sécurité : Probabilité et gravité prévues des conséquences ou résultats d'un danger.

Sécurité : État dans lequel les risques liés aux activités aéronautiques concernant, ou appuyant directement, l'exploitation des aéronefs sont réduits et maîtrisés à un niveau acceptable.

Supervision de la sécurité : Fonction exécutée par un État pour s'assurer que les personnes et les organisations qui exercent une activité aéronautique respectent les lois et les règlements nationaux concernant la sécurité.

Surveillance : Activités par lesquelles un État vérifie de façon proactive, au moyen d'inspections et d'audits, que les titulaires de licences, de certificats, d'autorisations ou d'approbations aéronautiques se conforment en permanence aux exigences établies et fonctionnent au niveau de compétence et de sécurité requis par l'État.

Système de gestion de la sécurité (SGS) : Approche systématique de la gestion de la sécurité, comprenant les structures organisationnelles, l'obligation de rendre compte, les responsabilités, les politiques et les procédures nécessaires.

19.1.2 APPLICABILITE

Ce règlement prescrit les exigences applicables aux fonctions de gestion de la sécurité au sein de l'aviation civile haïtienne, qui repose sur :

- (1) la mise en œuvre d'un Programme National de Sécurité (PNS) de l'aviation civile haïtienne ;
- (2) la mise en œuvre de Systèmes de Gestion de la Sécurité (SGS) par les prestataires de services de l'aviation civile haïtienne ;
- (3) la collecte, l'analyse, la protection, le partage et l'échange des données de sécurité et des informations de sécurité dans l'aviation civile haïtienne.

Dans le RACH 19 l'expression « prestataire de services » désigne les organismes énumérés ci-après et n'englobe pas les exploitants de l'aviation générale internationale.

Prestataires de services :

- les organismes de formation agréés qui sont exposés à des risques de sécurité liés à l'utilisation d'aéronefs dans le cadre de la fourniture de leurs services ;
- les exploitants d'avions ou d'hélicoptères autorisés à effectuer du transport aérien commercial ;
- les organismes de maintenance agréés qui assurent des services aux exploitants d'avions et d'hélicoptères qui effectuent du transport aérien commercial ;
- les prestataires de services de la circulation aérienne (ATS) ;
- les exploitants d'aérodromes certifiés.

19.1.3 PROGRAMME NATIONAL DE SECURITE (PNS)

L'Office National de l'Aviation Civile (OFNAC) établit et tient à jour le PNS de l'Etat haïtien proportionnel à la taille et la complexité du système d'aviation civile en vue de réaliser un niveau acceptable de performance.

Au sein de l'OFNAC c'est la Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile d'Haïti (DSACH) qui gère le PNS.

Le PNS contient au minimum les composants et éléments figurant dans la NMO 19.2.



19.1.4 SYSTÈME DE GESTION DE LA SÉCURITÉ (SGS)

19.1.4.1 Système de gestion de la sécurité pour les prestataires de services

Les prestataires de services mettent en œuvre un SGS, acceptable par la DSACH, qui, au minimum :

- (1) Contient les composants et éléments figurant dans la NMO 19.3 ;
- (2) Correspond à l'importance du prestataire de services et à la complexité de ses produits ou services d'aviation ;
- (3) Répond aux exigences spécifiques contenues dans les règlements techniques des différents domaines.

Les Prestataires de services élaborent un plan de mise en œuvre de leur SGS et le soumettent à la DSACH pour acceptation.

19.1.5 COLLECTE, ANALYSE, PROTECTION, PARTAGE, ECHANGE DES DONNEES DE SECURITE

La DSACH met en place un système de collecte, de traitement et de protection des données de sécurité afin d'améliorer la sécurité de l'aviation civile haïtienne.

La NMO 19.4 détaille ce processus de collecte, de traitement, de protection et de partage des données de sécurité.

Tout prestataire de services, dans le cadre de son SGS, met en place un dispositif formel de notification et d'analyse d'événements susceptibles de présenter un risque important pour la sécurité aérienne et en rend compte à la DSACH.

Des dispositions spécifiques peuvent être contenues dans les règlements techniques des différents domaines.

NORMES DE MISE EN ŒUVRE

CHAPITRE II : NMO 19.2 PROGRAMME NATIONAL DE SECURITE

Le cadre de mise en œuvre du PNS est précisé ci-après. Il s'appuie sur les dispositions de l'Annexe 19 de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) chapitre 3 et appendice 1.

Des orientations sont données dans le Manuel de gestion de la sécurité (MGS) (Doc 9859).

19.2.1 POLITIQUE, OBJECTIFS, ET RESSOURCES DE L'ETAT EN MATIERE DE SECURITE

19.2.1.1 Législation aéronautique de base

L'État haïtien promulgue une loi complète et efficace sur l'aviation, proportionnelle à la taille et à la complexité de ses activités aéronautiques et compatible avec les prescriptions de la Convention relative à l'aviation civile internationale, pour permettre la supervision et la gestion de la sécurité de l'aviation civile par l'OFNAC et l'application des règlements par les prestataires de services.

La loi sur l'aviation prévoit l'accès du personnel assurant des fonctions de supervision de la sécurité aux aéronefs, activités, installations, personnel et dossiers connexes, selon qu'il convient, des personnes et organisations qui assurent une activité aéronautique.

19.2.1.2 Règlements d'exploitation spécifiques

L'État haïtien promulgue des règlements qui répondent, au minimum, aux exigences nationales issues de la législation aéronautique de base, concernant des procédures d'exploitation, produits, services, équipements et infrastructures normalisés conformes aux dispositions pertinentes de la Convention de Chicago et des Annexes de l'OACI.

19.2.1.3 Système et fonctions de l'Etat

L'Etat haïtien met en place une Autorité Nationale de l'Aviation Civile et un Bureau d'enquête Accident (BEA/AIG), appuyés par un personnel suffisant et qualifié disposant de ressources financières adéquates pour gérer la sécurité.

La DSACH détermine, définit et documente les exigences, obligations, fonctions et activités en ce qui concerne l'établissement et la tenue à jour du PNS, y compris les directives pour planifier, organiser, réaliser, tenir à jour, conduire et améliorer continuellement le PNS.

L'État haïtien établit une politique qui traduit son engagement envers la sécurité.

La politique est publiée et examinée périodiquement pour s'assurer qu'elle demeure pertinente et qu'elle convient en permanence à l'État haïtien.

19.2.1.4 Personnel technique qualifié



La DSACH fixe les qualifications minimales que le personnel technique chargé de fonctions liées à la sécurité doit posséder et fournit une formation initiale et périodique appropriée pour maintenir et renforcer sa compétence au niveau souhaité.

La DSACH veille à ce que le personnel exécutant des fonctions de supervision de la sécurité soit en nombre suffisant et reçoive des orientations sur l'éthique, la conduite personnelle et la prévention des conflits d'intérêts réels ou apparents dans l'exercice de fonctions officielles.

La DSACH met en place un système pour la tenue des dossiers de formation du personnel technique.

19.2.1.5 Indications techniques, outillage et fourniture de renseignements critiques pour la sécurité

La DSACH fournit des installations appropriées, des orientations et procédures techniques, des renseignements critiques pour la sécurité, des outils et de l'équipement, et des moyens de transport, selon qu'il convient, au personnel technique pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions de supervision de la sécurité avec efficacité, conformément aux procédures établies et d'une manière normalisée.

La DSACH fournit aussi à l'industrie du transport aérien des orientations techniques sur l'application des règlements pertinents.

19.2.2 GESTION DES RISQUES DE SECURITE PAR L'ETAT

19.2.2.1 Obligations en matière de délivrance de licences, de certification, d'autorisation et d'approbation

La DSACH met en place des processus et des procédures documentés pour s'assurer que les personnes et les organisations qui assurent une activité aéronautique remplissent les conditions établies avant qu'il leur soit permis d'exercer les privilèges d'une licence, d'un certificat, d'un permis, d'une autorisation et/ou d'une approbation pour l'activité en question.

19.2.2.2 Obligations relatives au système de gestion de la sécurité

La DSACH exige que les prestataires de services suivants, qui relèvent de son autorité, mettent en œuvre un SGS acceptable :

- les organismes de formation agréés qui sont exposés à des risques de sécurité liés à l'utilisation d'aéronefs dans le cadre de la fourniture de leurs services ;
- les exploitants d'avions ou d'hélicoptères autorisés à effectuer du transport aérien commercial ;
- les organismes de maintenance agréés qui assurent des services aux exploitants d'avions et d'hélicoptères qui effectuent du transport aérien commercial ;
- les prestataires de services de la circulation aérienne (ATS) ;
- les exploitants d'aérodromes certifiés.

La DSACH veille à ce que les événements soient reportés et analysés par les prestataires de services dans ce cadre.

19.2.2.3 Enquêtes sur les accidents et incidents

L'État haïtien met en place un processus d'enquête sur les accidents et les incidents afin d'appuyer la gestion de la sécurité à l'intérieur de l'État.

L'enquête technique est menée par une Commission d'Enquête d'Accidents Aéronautique (CEAA) créée à cet effet par le ministre des Travaux Publics, Transports, et Communication, composée de professionnels qualifiés et expérimentés dans le domaine aéronautique, qui y désigne l'enquêteur principal. Elle siège au Ministère.

Si nécessaire l'Etat haïtien peut :

- demander l'assistance d'organismes ou d'entités d'autres Etats signataires de la Convention de Chicago ;
- déléguer à un autre Etat signataire de la Convention de Chicago, tout ou partie d'une enquête technique.

19.2.2.4 Détermination des dangers et évaluation des risques de sécurité

La DSACH établit et tient à jour un processus documenté pour analyser les dangers à partir des données de sécurité collectées et des résultats et du suivi des audits de surveillance des prestataires.

La DSACH établit une procédure pour décrire les interactions avec les prestataires de services, notamment concernant le mécanisme de collecte et d'analyse des incidents de sécurité, ainsi que pour la collecte des changements planifiés des prestataires de services.

19.2.2.5 Résolution des problèmes de sécurité



La DSACH utilise un processus documenté pour prendre les mesures correctives appropriées y compris des mesures d'exécution pour résoudre les problèmes de sécurité constatés, et en assurer un suivi efficace.

19.2.3 ASSURANCE DE LA SECURITE PAR L'ETAT

19.2.3.1 Obligation de surveillance

La DSACH met en place des processus de surveillance documentés, en définissant et planifiant de manière continue des inspections, des audits et des activités de suivi, afin de s'assurer de façon proactive que les titulaires de licences, certificats, permis, autorisations et/ou approbations d'aviation remplissent en permanence les conditions établies.

Les obligations en question englobent aussi la surveillance du personnel chargé par l'autorité d'assurer des fonctions de supervision de la sécurité en son nom.

19.2.3.2 Performance de sécurité de l'Etat

La performance sécurité du PNS se mesure en tenant compte :

- des résultats des indicateurs sécurité des prestataires de services ;
- des résultats des indicateurs internes de la DSACH.

19.2.4 PROMOTION DE LA SECURITE PAR L'ETAT

19.2.4.1 Activités internes de communication et de sensibilisation en matière de sécurité

La DSACH élabore et réalise au profit de ses agents des actions de sensibilisation et de formation autour de la sécurité.

19.2.4.2 Activités externes de communication et de sensibilisation en matière de sécurité

Les prestataires de services peuvent être invités à participer à certaines actions de sensibilisation et de formation organisées par la DSACH.

CHAPITRE III : NMO 19.3 SYSTEME DE GESTION DE LA SECURITE



Le cadre de mise en œuvre d'un SGS est précisé ci-après. Il s'appuie sur les normes et pratiques recommandées de l'Annexe 19 de l'OACI chapitre 4 et appendice 2.

Des orientations sont données dans le Manuel de gestion de la sécurité (MGS) (Doc 9859).

19.3.1 POLITIQUE ET OBJECTIFS SECURITE

19.3.1.1 Engagement de la Direction

Les prestataires de services définissent leur politique de sécurité en tenant compte des exigences internationales et nationales.

La politique de sécurité :

- traduit l'engagement de l'organisation en ce qui a trait à la sécurité, y compris la promotion d'une culture positive de la sécurité ;
- comprend un énoncé clair relatif à la fourniture des ressources nécessaires à la mise en œuvre de la politique de sécurité ;
- comprend des procédures de compte rendu en matière de sécurité ;
- indique clairement les types de comportement qui sont inacceptables ainsi que les conditions dans lesquelles des mesures disciplinaires ne seraient pas applicables ;
- est signée par le dirigeant responsable de l'organisation ;
- est diffusée dans l'ensemble de l'organisation, avec une approbation visible ;
- est périodiquement passée en revue pour veiller à ce qu'elle reste pertinente et convienne en permanence à l'organisation.

Le prestataire de services définit des axes d'amélioration de sécurité qui :

- servent de base au suivi de sécurité ;
- traduisent l'engagement du prestataire de services à maintenir ou à améliorer sans relâche l'efficacité globale du SGS ;
- sont diffusés dans l'ensemble de l'organisation ;
- sont périodiquement passés en revue pour veiller à qu'ils restent pertinents et conviennent en permanence au prestataire.

19.3.1.2 Obligations de rendre compte et responsabilité en matière de sécurité

Les prestataires de services :

- désignent le dirigeant responsable qui a, quelles que soient ses autres fonctions, l'obligation de rendre compte, au nom de l'organisation, de la mise en œuvre et de la tenue à jour d'un SGS efficace ;



- définissent les lignes de responsabilité en matière de sécurité dans l'ensemble de l'organisation, notamment la responsabilité directe des cadres supérieurs en matière de sécurité ;
- déterminent les responsabilités de rendre compte de tous les membres de la direction, quelles que soient leurs autres fonctions, ainsi que celles des employés en ce qui concerne la performance de sécurité de l'organisation ;
- documentent l'obligation de rendre compte, les responsabilités et les pouvoirs en matière de sécurité et les diffusent dans l'ensemble de l'organisation ;
- définissent les niveaux de la direction qui ont le pouvoir de prendre des décisions concernant la tolérabilité d'un risque de sécurité.

19.3.1.3 Nomination du personnel clé chargé de la sécurité

Les prestataires de services désignent un responsable de la sécurité qui a la responsabilité de la mise en œuvre et de la tenue à jour du SGS.

19.3.1.4 Coordination de la planification des interventions d'urgence

Les prestataires de services sont tenus d'établir et de tenir à jour un plan d'intervention d'urgence en cas d'accident ou d'incident d'exploitation d'aéronefs ou d'autre urgence aéronautique et veillent à ce que ce plan soit dûment coordonné avec les plans d'intervention d'urgence des organisations avec lesquelles ils traitent lorsqu'ils fournissent leurs produits ou leurs services.

19.3.1.5 Documentation relative au SGS

Les prestataires de services élaborent et tiennent à jour un manuel du SGS qui énonce :

- la politique et les objectifs en matière de sécurité ;
- les exigences de son SGS ;
- les processus et procédures de son SGS ;
- l'obligation de rendre compte, ses responsabilités et ses pouvoirs en ce qui concerne les processus et procédures du SGS.

Les prestataires de services élaborent et tiennent à jour des dossiers d'exploitation du SGS dans le cadre de la documentation relative au SGS.



19.3.2 GESTION DES RISQUES DE SECURITE

19.3.2.1 Détermination des dangers et évaluation et atténuation des risques de sécurité

Les prestataires de services élaborent et tiennent à jour un processus pour déterminer les dangers liés à leurs produits ou services aéronautiques, les analyser, les évaluer et les maîtriser.

La détermination des dangers se base notamment sur l'analyse des incidents connus et potentiels et est propre à la spécificité du prestataire de services. Une attention particulière est portée aux interfaces existantes dans l'organisation et concourant au même objectif de sécurité.

Les prestataires de services transmettent à la DSACH tout incident de sécurité dont ils ont connaissance ainsi que tout changement significatif planifié, selon une procédure établie par la DSACH.

19.3.3 ASSURANCE DE LA SECURITE

19.3.3.1 Suivi et mesure de la performance de sécurité

Les prestataires de services élaborent et tiennent à jour un moyen permettant de vérifier la performance de l'organisation en matière de sécurité et de valider l'efficacité des mesures visant à maîtriser les risques de sécurité.

19.3.3.2 La gestion du changement

Les prestataires de services élaborent et tiennent à jour un processus qui permet de déterminer les changements qui peuvent influencer sur le niveau des risques de sécurité liés à ses produits ou services d'aviation et de déterminer et gérer les risques de sécurité susceptibles de découler de ces changements.

19.3.3.3 Amélioration continue du SGS

Les prestataires de services suivent et évaluent les processus du SGS afin de maintenir ou de constamment améliorer l'efficacité globale du SGS.

19.3.4 PROMOTION DE LA SECURITE

19.3.4.1 Formation et sensibilisation

Les prestataires de services se fixent comme objectif que le personnel soit formé et compétent pour exécuter les tâches liées au SGS qui leur sont confiées.



19.3.4.2 Communication en matière de sécurité

Les prestataires de services élaborent un moyen adapté de communication en matière de sécurité qui permet :

- de faire en sorte que les membres du personnel connaissent le SGS dans une mesure compatible avec leur fonction ;
- de diffuser les renseignements critiques pour la sécurité ;
- d'expliquer pourquoi certaines mesures sont prises pour améliorer la sécurité ;
- d'expliquer pourquoi certaines procédures sont introduites ou changées.

CHAPITRE IV : NMO 19.4 COLLECTE, ANALYSE, PROTECTION, PARTAGE, ECHANGE DES DONNEES DE SECURITE

Le cadre de mise en œuvre du système de collecte, traitement et protection des données de sécurité est précisé ci-après. Il s'appuie sur les normes et pratiques recommandées de l'Annexe 19 de l'OACI chapitre 5 et appendice 3.

Des orientations sont données dans le Manuel de gestion de la sécurité (MGS) (Doc 9859)

19.4.1 COLLECTE DES DONNEES DE SECURITE

19.4.1.1 Compte rendu obligatoire

La DSACH met en place un système de compte rendu obligatoire en matière de sécurité qui inclut le compte rendu des incidents.

Les prestataires de services transmettent à la DSACH tout incident de sécurité dont ils ont connaissance selon une procédure établie par la DSACH.

La DSACH assure la promotion d'une culture positive et d'une culture juste de la sécurité, pour encourager la communication des comptes rendus de sécurité.

19.4.1.2 Compte rendu volontaire

La DSACH met en place un système de compte rendu volontaire pour collecter un maximum de données de sécurité et d'informations de sécurité.

19.4.2 ANALYSE DES DONNEES DE SECURITE

La DSACH met en place et tient à jour un processus d'analyse des données de sécurité et des informations de sécurité.



Le but de l'analyse effectuée par la DSACH est de déterminer les dangers systémiques ou trans sectoriels qui pourraient ne pas avoir été relevés par les processus d'analyse utilisés par les prestataires de services.

Il est recommandé que les bases de données de sécurité utilisent une taxonomie normalisée de façon à faciliter le partage et l'échange des informations de sécurité.

19.4.3 PROTECTION DES DONNEES DE SECURITE

La DSACH assure la protection et la confidentialité des données de sécurité collectées.

Les données de sécurité ne sont pas utilisées à d'autres fins que l'amélioration de la sécurité.

19.4.4 PARTAGE ET ECHANGE DES DONNEES DE SECURITE

La DSACH communique annuellement au Bureau régional de l'OACI Amérique du Nord, Amérique Centrale et Caraïbes (NACC) des données de sécurité.

Si, en analysant les données de sécurité la DSACH trouve des éléments touchant la sécurité qui peuvent intéresser d'autres États, elle leur communique ces éléments dès que possible.

Avant de communiquer ces informations, la DSACH convient du niveau de protection et des conditions à appliquer au partage des informations de sécurité.